

RÉFLÉCHIR

Texte Rousseau, *Du contrat social*

Dans un État vraiment libre, les citoyens font tout avec leurs bras, et rien avec de l'argent ; loin de payer pour s'exempter de leurs devoirs, ils paieraient pour les remplir eux-mêmes. Je suis bien loin des idées communes ; je crois les corvées moins contraaires à la liberté que les taxes. Mieux l'État est constitué, plus les affaires publiques l'emportent sur les affaires privées, parce que la somme du bonheur commun fournissant une portion plus considérable à celui de chaque individu, il lui en reste moins à chercher dans les soins particuliers. Dans une cité bien conduite, chacun vole aux assemblées ; sous un mauvais gouvernement, nul n'aime à faire un pas pour s'y rendre, parce que nul ne prend intérêt à ce qui s'y fait, qu'on prévoit que la volonté générale n'y dominera pas, qu'enfin les soins domestiques absorbent tout. Les bonnes lois en font faire de meilleures, les mauvaises en amènent de pires. Sitôt que quelqu'un dit des affaires de l'État : Que m'importe ? On doit compter que l'État est perdu.

Quelques remarques

La pensée de Rousseau se meut dans le général. Même dans une cité bien conduite, tout citoyen ne vole pas aux assemblées parce que la disponibilité est la chose du monde la moins bien partagée. Il faut du temps pour se rendre aux sessions parlementaires, et le paysan est plus préoccupé de la moisson ou de la vendange que des affaires de l'État.

Dans un État bien gouverné les taches domestiques (privées) diminuent, autrement dit la charge de travail individuel.

Qu'est-ce qu'un État vraiment libre ? Ce n'est absolument pas clair. Mais on sait au moins que c'est un État bien gouverné, ce qui ne nous dit pas grand chose. Mais nous savons que plus l'État est constitué plus les affaires publiques prennent de place.

Nous devrions nous réjouir : nous sommes précisément dans ce cas de figure. Pour autant sommes nous bien gouvernés ?

Rien n'est moins sûr...

Marion Duvauchel 9/4/2024 15:52

Comment [1]: Dans une société où la charge fiscale est excessive le propos de Rousseau n'a rien de révoltant. Mais dans le contexte qui est le sien, il est sans aucun doute inhabituel. Car qui aime les « corvées », autrement dit du travail astreignant non rémunéré.

Marion Duvauchel 9/4/2024 16:01

Comment [2]: L'implication de la société civile est donc une garantie d'un État bien gouverné. Notez bien que Rousseau ne parle pas d'un État juste. Mais il évoque les bonnes et les mauvaises lois. Plus haut, le bon gouvernement est une péréquation entre deux types d'intérêts complémentaires : les affaires publiques et les affaires privées. Le problème est que Rousseau parle comme si tout citoyen pouvait se rendre à l'Assemblée pour participer aux affaires publiques. De même il évoque les affaires domestiques comme si le grand propriétaire ou le riche homme d'affaires se trouvait sur le même plan que le laboureur ou le cordonnier.